



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 16/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BONGRAIN GERARD**

4 rue Eugène Gérard  
88530 LE THOLY

Références : S-22-908RP

Code AIOT : 0006202551

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2022 dans l'établissement BONGRAIN GERARD implanté 4 rue Eugène Gérard 88530 LE THOLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au déclenchement du seuil d'alerte crise sécheresse.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONGRAIN GERARD
- 4 rue Eugène Gérard 88530 LE THOLY
- Code AIOT : 0006202551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La S.A.S. BONGRAIN GERARD est spécialisée dans la fabrication des fromages à pâte molle. La production est faite à partir de lait vosgien.

La société est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 3079/2000 du 16 novembre 2000 mis à jour par arrêté du 01 août 2012.

Au niveau des enjeux environnementaux, on note que l'établissement se situe dans la vallée de la Cleurie et la qualité du rejet de la station d'épuration du site est un des enjeux environnementaux les plus importants dans le fonctionnement des installations.

A noter que la station d'épuration du site assure également le traitement des eaux usées en provenance de la commune de Le Tholy.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des prescriptions liées aux prélèvements d'eau ;
- Mesures spéciales mises en place par l'exploitant durant la période de sécheresse.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 1.2.9 et 1.2.10	/	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
3	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
4	Consommation et sobriété des usages de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 01/08/2012, article 3	/	Sans objet
6	Déclenchement du seuil de crise	Arrêté Préfectoral du 08/08/2022	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis n'ont pas révélés de non-conformités.

La situation relative à la ressource en eau est préoccupante et va nécessiter des actions afin de prévenir le manque d'eau pour les populations et également pour cette société.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 1.2.9 et 1.2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Alimentation : 1/ Par un étang alimenté par des sources Débit de prélèvement au maximum 600 m <sup>3</sup> /j Usage : refroidissement des installations 2/ Par 6 sources Collecte dans un réservoir de 30 m <sup>3</sup> Usage sanitaire et industriel Dispositifs de mesures totalisateurs relevés journallement
<b>Constats :</b> L'exploitant prélève l'eau de l'étang pour le refroidissement de ces installations. L'eau est ensuite rejetée dans le ruisseau " le Noir Rupt ". L'eau de vache issue de la concentration sérum est également rejetée dans ce ruisseau. Les volumes rejetés dans le ruisseau "le Noir Rupt" sont de fait plus important que ceux prélevés dans l'étang. Les eaux de sources et du réseau d'alimentation en eau potable sont utilisées comme eau de process au niveau de la transformation du lait et de la fromagerie. Les relevés de consommations sont journaliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Relevé et suivi des consommations d'eau.
<b>Constats :</b> L'eau est majoritairement utilisée pour les nettoyages des installations et des locaux étant donné la criticité du produit vis à vis des risques de contaminations bactériennes. Le relevé des consommations d'eau de process est réalisé quotidiennement par secteur d'activité (transformation du lait et fromagerie). Cette situation n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Déclaration des prélèvements sur GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GERE et GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> /an.
<b>Constats :</b> En 2021 pour 290 jours travaillés, les prélèvements se répartissent comme suit : - Eaux de l'étang : 136 607 m <sup>3</sup> utilisées pour le refroidissement des installations de traitement du lait puis ces eaux rejoignent intégralement le ruisseau " le Noir Rupt " après refroidissement dans les tours aéroréfrigérantes ; -Eaux de sources : 98 069 m <sup>3</sup> utilisées pour le nettoyage des installations ; -Réseaux AEP : 166 676 m <sup>3</sup> utilisées pour le nettoyage des installations et le nettoyage des camions de collecte. - total : 401 352 m <sup>3</sup> . En 2020 pour 275 jours travaillés, les prélèvements se répartissent comme suit : - Eaux de l'étang : 149 873 m <sup>3</sup> ; -Eaux souterraines : 79 067 m <sup>3</sup> ; -Réseaux AEP : 192 252 m <sup>3</sup> ; - total : 421 192 m <sup>3</sup> . La baisse des prélèvements de l'eau de l'étang va s'accroître du fait de la mise en service d'une nouvelle installation de réfrigération à l'ammoniac. La répartition de la consommation " eau de sources " et " réseaux AEP " est en fonction des débits des sources qui en hiver peuvent être 10 fois supérieurs par rapport à l'été. Pour les eaux de source de la société, les débits sont d'environ 300 m <sup>3</sup> /j en hiver et de 30 m <sup>3</sup> /j en été.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Consommation et sobriété des usages de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilans de l'épisode sécheresse (après chaque déclenchement et fin)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.  Les niveaux de prélèvements prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau.
<b>Constats :</b>  L'exploitant est directement impacté par la situation de sécheresse dans le département.  Les mesures suivantes ont été mises en place.  En cas de manque ponctuel de disponibilité d'eau de la part de la commune, la société BG peut être amenée à faire des transferts d'eau suivant une procédure validée par l'ARS à l'aide d'un camion de collecte de lait de la société, du réservoir de Remiremont vers un réservoir de la commune de Le Tholy. Le rythme est au maximum de 4 tournées de 20 m <sup>3</sup> par jour.  En cas de pénurie plus importante, la société peut être amenée à devoir planifier (une semaine à l'avance) une journée de coupure de fabrication supplémentaire par rapport au planning initial, afin de permettre aux réservoirs de la commune de se remplir.  Les conséquences à ces coupures de fabrication sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- une perte de production de 35 tonnes ;</li><li>- une réorganisation du personnel présent ;</li><li>- l'obligation de trouver une filière afin d'écouler l'excédent de lait (250 000 litres de lait/jour) ;</li><li>- une perte potentielle de part de marché.</li></ul> En cas d'activité inférieure à 4 jours de production par semaine suite à un manque conséquent d'approvisionnement en eau, les impacts pourraient être : <ul style="list-style-type: none"><li>- une perte de production de 35 tonnes/jour non fabriqués ;</li><li>- chômage technique (200 personnes) ;</li><li>- absence de débouché pour les excédents de lait et leur envoi en destruction (méthanisation) ;</li><li>- l'arrêt de la collecte de lait auprès des producteurs de lait (environ 200 producteurs), ayant des conséquences sur leurs revenus et sur leurs troupeaux ;</li><li>- la perte de parts de marchés.</li></ul> Depuis la parution de l'arrêté sécheresse renforcé puis crise, la fromagerie a dû réduire d'une journée sa production durant plusieurs semaines sans être inférieure à 4 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/08/2012, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejets des effluents industriels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites d'émissions. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires après traitement par la station d'épuration mixte de l'établissement dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux définies ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>- Débit maximal "1 350 m<sup>3</sup>/j " ;</li><li>- MES " concentration maximale journalière: 35 mg/l - flux maximal: 20 kg/j " ;</li><li>- DCO " concentration maximale journalière: 125 mg/l - flux maximal: 72 kg/j " ;</li><li>- DBO5 " concentration maximale journalière: 25 mg/l - flux maximal: 30 kg/j " ;</li><li>- NTK " concentration maximale mensuelle: 7 mg/l - flux maximal: 9,5 kg/j " ;</li><li>- NGL " concentration maximale mensuelle: 10 mg/l - flux maximal: 12 kg/j ".</li><li>- P total " concentration maximale mensuelle: 2 ou 4 mg/l si 90 % de rendement - flux maximal : 2,4 kg/j ou 4,8 kg/j si 90 % de rendement "</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant renseigne les résultats des mesures sur l'application GIDAF. L'incident survenu le 16 janvier 2022 sur le silo à boues et le déversement des boues dans la station d'épuration a généré des dépassements du 16 au 31 janvier sur les MES, DCO, DBO5 et sur la valeur pH. Les mesures d'urgence mises en oeuvre par l'exploitant ont permis de revenir à une situation normal à compter du 1 <sup>er</sup> février. Les travaux réalisés sur les installations devraient permettre de prévenir la survenue de ce type d'évènement. Pas de dépassements anormal constaté à partir de cette date.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Déclenchement du seuil de crise

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stade Crise – Dispositions à mettre en œuvre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée.
<b>Constats :</b>  Les mesures mises en place en période de crise peuvent permettre de réduire les prélèvements jusqu'à 100 m3/j. Ces mesures sont liées principalement aux activités de nettoyage se rapportant au traitement du lait, à la fabrication et à l'affinage du fromage.  Ces dispositions peuvent être mises en place sur des périodes réduites en cas de dégradation des résultats des mesures bactériologiques effectués au sein de la fromagerie.  Par manque d'eau en provenance des sources et du réseau communale, l'entreprise a été dans l'obligation d'arrêter une journée par semaine la fabrication de fromage pendant plus d'un mois.  Cette arrêt permet de réduire les prélèvements d'environ 350 m3/j.  A noter que l'entreprise ne peut arrêter la production de fromage plus d'une journée par semaine du fait que le collecte du lait est réalisée tous les jours.  Le raccordement du réseau d'adduction en eau potable de la commune de Gérardmer à celui de la commune de Le Tholly permet aujourd'hui par convention d'alimenter la commune jusqu'à 140 m3/j.  A noter que la quantité maximale d'eau de process prélevée est en constante réduction.  Elle est passée de 1 044 m3/j en 2019 à 995 m3/j en 2020 et 942 m3/j en 2021.  L'entreprise va étudier en partenariat avec la commune de Le Tholy les différentes possibilités permettant en période sécheresse de subvenir aux besoins de la commune et de la société.  L'exploitant indique que la mise en place d'un réservoir supplémentaire au niveau de la commune permettrait de palier à ce manque d'eau. Actuellement 2 réservoirs de 300 m3 chacun sont en service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet